



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 05/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VIVESCIA

2 rue Clément Ader - BP 1017
51100 Reims

Références : D1 i 2026 383
Code AIOT : 0005701717

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2026 dans l'établissement VIVESCIA implanté CHEMIN D'AULNAY 51510 Matougues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIVESCIA
- CHEMIN D'AULNAY 51510 Matougues
- Code AIOT : 0005701717
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Vivescia exploite à Matougues un complexe céréalier composé de :

- deux silos verticaux béton d'un volume total de 57 440 m³ (Autorisation) ;
- un stockage de produits phytosanitaires d'une capacité de 95 tonnes (Déclaration) ;
- un stockage d'engrais liquides d'une capacité de 300 m³ (Déclaration) ;
- un dépôt d'engrais solides (Non Classé).

La première habitation est située à plus de 300 mètres.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
2	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
3	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Sans objet
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Sans objet
6	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle, elle avait pour thématique principale le risque d'explosion et les atmosphères explosives.

Lors de la visite l'exploitant a présenté le rapport de vérification des équipements situés en zone ATEX. Il faisait état d'une non-conformité, l'indice de protection d'un appareil d'éclairage n'était pas précisé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Thème(s) : Actions nationales 2026, Identification des zones à risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Par mail en date du 30/03/2026, l'exploitant a fait parvenir à l'Inspection des installations classées la version n°7 du Document Relatif à la Prévention contre l'Explosion (DRPE) applicable depuis le 26/03/2026.</p> <p>La version 1 applicable depuis le 10/10/2016 du document intitulé « <i>Définition des zones à atmosphères explosives</i> » (ATEX) a été présenté. Il précise les différentes zones ATEX en fonction de leur niveau de risque et les localise sur le site. Le site est concerné par les zones 21 et 22.</p> <p>Les espaces concernés par la zone 21 sont les filtres, le boisseau et le local déchets extérieurs ainsi que la vis à déchets et les écluses.</p> <p>Les espaces concernés par la zone 22 sont l'intérieur des élévateurs et des transporteurs, les canalisations d'air poussiéreux et extracteurs de cellule, l'intérieur des cellules en cours de remplissage, la galerie supérieure (avec 2 bandes transporteuses), les équipements tels que nettoyeur, calibreur, épurateur, et les espaces situées autour de certains équipements.</p> <p>Le document intitulé « <i>Vérification du matériel électrique dans les zones ATEX</i> » recense les équipements présents dans les zones ATEX (localisation, nombre, caractéristiques...). Il permet de constater que les équipements électriques sont implantés uniquement dans la zone 22. La dernière mise à jour du document a été faite en octobre 2020 (indice 4).</p> <p>Selon l'exploitant les zones ont été évaluées en interne. Aucune zone du site n'est affectée par un empoussièrement (atmosphère explosive) permanent (24h/24h), aucune zone du site n'est donc classée en zone 20.</p> <p>La détermination du niveau de risque sur le site est réalisée conjointement avec l'animateur risques industriels environnement, le responsable du silo et le responsable maintenance. Un document intitulé « <i>Méthode de définition des zones à risques</i> » a été transmis à l'Inspection. Il présente la méthodologie mise en œuvre pour le classement des différentes zones ATEX. Elle est appliquée sur tous les sites Vivescia. L'Inspection rappelle que l'exploitant est le seul responsable de la définition de son zonage ATEX.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Identification des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques
Prescription contrôlée :

[...]

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, tec.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Constats :

En plusieurs endroits sur le site et notamment à l'entrée, un affichage informe les visiteurs et notamment les entreprises extérieures susceptibles de réaliser des travaux que le site comporte des zones ATEX et que des précautions sont à prendre en cas de travaux. La localisation des différentes zones est précisée sur cet affichage.

Dans les zones ATEX, un affichage rappelle à l'utilisateur qu'il se trouve dans une zone ATEX. Le niveau de classement de la zone n'est pas précisé sur cet affichage.

Les mesures de prévention et les consignes sont rappelées par voie d'affichage ainsi que les coordonnées téléphoniques des personnes à joindre en cas d'incident.

Les différentes procédures à mettre œuvre dans le cadre de l'exploitation sont consultables dans le bureau du chef de silo.

Le DRPE rappelle les formations requises par le personnel intervenant sur le site. Une formation sur la sécurité des silos doit être suivie par le chef de silo et le personnel de l'atelier intervenant dans le cadre de la maintenance doit suivre des formations pour intervenir en zone ATEX. Une attestation de formation du chef de silo aux risques industriels et à la sécurité des installations a été présentée. Elle était datée du 20 mai 2022.

Le personnel de maintenance électrique a été formé aux conditions d'intervention dans les zones à risques d'explosion ATEX. Plusieurs formations ont été mises en place en 2006, les attestations de formation ont été présentées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Formation d'atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67

Thème(s) : Actions nationales 2026, Ventilation des locaux

Prescription contrôlée :

Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.

Constats :

Les installations de stockage de céréales sont ventilées naturellement, les poussières sont aspirées et collectées vers un boisseau de collecte des déchets.

Les installations de transfert de céréales sont asservies à la mise en route de l'aspiration des poussières.

Cette installation fait l'objet d'une vérification annuelle dans le cadre de la maintenance préventive. Selon l'exploitant, le dernier contrôle préventif a eu lieu entre le 28 septembre et le 13 octobre 2025.

N° 4 : Conformité des appareils

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

Thème(s) : Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Constats :

Un document intitulé « *Vérification du matériel électrique dans les zones ATEX* » a été présenté. Seule la zone 22 est concernée par des équipements électriques. La dernière mise à jour du document a été réalisée en octobre 2020.

Tous les équipements électriques recensés dans les zones ATEX ont été vérifiés, le rapport fait état d'une non-conformité portant sur un appareil d'éclairage, situé dans le silo 2 (étage 7), l'indice de protection du matériel n'est pas précisé. Un plan d'action a été présenté avec une mesure corrective à mettre en œuvre par l'atelier de maintenance. Selon l'exploitant, cette non-conformité a également été relevée lors du contrôle des installations électriques du 01/07/2025 et selon l'exploitant elles sera levée lors de la prochaine vérification des installations électriques (voir constat 5).

Les documentations concernant les équipements n'étaient pas disponibles sur le site. Selon l'exploitant les notices et informations sur les équipements en place sont archivées par le service maintenance.

Un contrôle aléatoire sur plusieurs équipements ATEX a été réalisé. Les marquages suivants ont été relevés :

- **Ex II 3D T°80°C** : Le matériel est de catégorie 3D (protection normale) et peut être utilisé dans une zone ATEX 22, en zone poussière, la température de surface est 80°C.
- **Ex II 3D T°125°C** : Le matériel est de catégorie 2D (protection élevée) et peut être utilisé dans une zone ATEX 21 ou 22, en zone poussière, la température de surface est de 125°C.
- **Ex II 2D T°85°C** : Le matériel est de catégorie 2D (protection élevée) et peut être utilisé dans une zone ATEX 21 ou 22, en zone poussière, la température de surface est de 85°C.

Ex : ce symbole est la marque spécifique de protection contre les explosions des produits ATEX ;

II : ce marquage signifie qu'il s'agit d'un équipement d'une industrie de surface.

Un marquage **CE 0080** a été relevé, il permet d'identifier l'organisme notifié dans la phase de

contrôle de la production de l'équipement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Sous trois mois, l'exploitant justifiera que la non-conformité relevée sur l'équipement situé en zone ATEX est levée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A
Thème(s) : Actions nationales 2026, Vérifications périodiques
Prescription contrôlée : <p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>[...]</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
Constats : <p>Par mail en date du 30/03/2026, l'exploitant a fait parvenir à l'IIC le dernier rapport de vérification des installations électriques réalisé au titre des ICPE. Il était daté du 1er juillet 2025. Il fait état d'une non-conformité portant sur l'absence de précision concernant un appareil d'éclairage situé au 7° étage du silo 2. Il s'agit d'un équipement susceptible d'être à l'origine d'une explosion. Cette non-conformité a également été relevée lors de la vérification du matériel électrique dans les zones ATEX. (voir constat 4).</p> <p>L'IIC rappelle à l'exploitant que cet écart doit être levé au plus tard un an après le constat soit pour le 1er juillet 2026, lors du prochain contrôle des installations électriques.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre - Maintenance
Prescription contrôlée : <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme</p>

<p>compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une analyse du risque foudre a été présentée, elle était datée du 25 mai 2011. Elle conclut que le bâtiment ne nécessite pas la mise en place de dispositif de protection contre la foudre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.</p> <p>Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre.</p> <p>Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan des installations avec indication : - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ; - les mesures de protection définies à l'article 10 ; - les moyens de lutte contre l'incendie ; - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours. - les stratégies d'intervention en cas de sinistre ; - et le cas échéant : - la procédure d'inertage ; - la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement. "
<p>Constats :</p> <p>Chacun des silos 1 et 2 est desservi par une colonne sèche (CS). Un rapport de vérification des CS</p>

a été présenté. Il est daté du 5 janvier 2026.

Sur la colonne sèche du silo 1 (CS1), le rapport note l'absence de dispositif de purge d'air, de vidange point bas et de dispositif anti-bélier. Le rapport conclut tout de même au bon fonctionnement de la CS1.

Sur la colonne sèche du silo 2 (CS2), le rapport fait état des mêmes absences et conclut également au bon fonctionnement de la CS2.

Le dernier rapport de vérification des extincteurs a été présenté , il était daté du 13/03/2025, selon l'exploitant, le contrôle 2026 doit avoir lieu prochainement.

Le site dispose d'une réserve incendie d'une capacité de 250 m3. La bâche incendie est située en dehors des zones d'effet, dans la zone ouest du site. Elle est régulièrement vérifiée par le responsable de site.

Type de suites proposées : Sans suite